



La quinzaine nordique

© DG Trésor

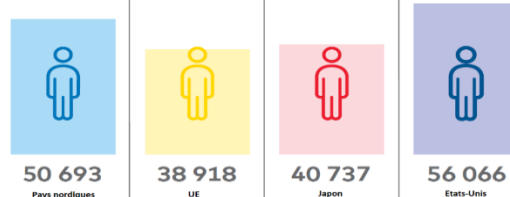
N° 157 du 21 juin 2018

Pays Nordiques

PIB. Le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat (PPA) dans les pays nordiques atteint, selon le Conseil nordique, près de 51 000 USD, soit un niveau 30% supérieur à la moyenne de l'Union européenne et près de 25% supérieur à celui du Japon. Le niveau des Etats-Unis est, pour sa part, 10% supérieur à celui des pays nordiques.

Commerce transfrontalier SE-NO. La consommation transfrontalière des Norvégiens en Suède a atteint 2 Mds€ en 2017 (19,5 Mds de SEK), soit 30% de plus en 6 ans. La consommation porte d'abord sur les produits alimentaires et l'alcool. Sans les restrictions existantes (ne pas importer des produits étrangers d'une valeur supérieure à 6 000 NOK sans droits de douanes pour des séjours de moins de 24h), ce niveau de consommation pourrait être plus important.

Bocuse d'or. Les Nordiques continuent à dominer cette compétition gastronomique de renommée mondiale, dont la dernière édition s'est tenue à Turin en Italie, en s'accaparant les trois places du podium avec la Norvège (le chef Christian Andre Pettersen) en tête, suivie de la Suède et du Danemark. La Finlande prend, pour sa part, la 4^{ème} place, ce qui permettra à ces quatre pays de participer au Bocuse d'Or à Lyon fin janvier 2019 pour y affronter une vingtaine de pays de tous les continents, mais aussi la France qui a remporté le trophée à 8 reprises (la Norvège 5 fois, contre une fois pour la Suède comme pour le Danemark). Depuis 1991, au moins un pays nordique monte chaque année sur le podium du Bocuse d'Or.



Danemark

Contrefaçon. D'après de nouvelles données de l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO), les entreprises danoises perdent annuellement 8,6 Mds DKK (1,2 Mds€) sur le marché danois en raison du commerce de produits contrefaits. Cela aurait déjà coûté 5000 emplois au Danemark. Les cinq secteurs enregistrant les plus forts manques à gagner sont la santé, l'habillement, les cosmétiques, les smartphones et les vins & spiritueux. La confédération des industries danoises (DI) souhaite, entre autres, que les politiques rendent possible le blocage des sites web vendant des produits contrefaits. La chambre de commerce danoise (Dansk Erhverv) considère qu'il n'y a pas assez de contrôle aux aéroports sur les colis de provenance hors UE et à destination des particuliers et qu'une suppression du seuil d'application de la TVA (comme cela a été le cas en Suède) pourrait avoir un effet positif.

Thalès. Le 29 mai dernier, Thalès a finalisé l'acquisition du leader danois des systèmes de conduite assistée pour les trains grandes lignes Cubris. Basée à Copenhague, l'entreprise emploie quinze personnes et représente un accélérateur pour la stratégie digitale de Thalès et le futur du train autonome. Permettant un échange d'information en temps réel entre les systèmes ferroviaires et les conducteurs de train, les technologies de Cubris réduisent les émissions de CO₂ et optimisent la conduite du train. L'entreprise a déjà développé plusieurs systèmes de conduite assistée au Danemark, au Royaume-Uni, en Suède, en Allemagne et en Finlande.

Chine. Après huit ans d'efforts, Jysk, un des leaders de la literie, de l'ameublement et de la décoration intérieure, abandonne le marché chinois et y fermera ses 13 magasins d'ici un an. Le groupe danois, détenant 2 616 magasins dans 50 pays, est entré en Chine en 2010, et avait, à l'époque, prévu d'y ouvrir au moins 500 magasins. Les magasins chinois de Jysk sont déficitaires depuis cette date, alors que le groupe a changé plusieurs fois de concept en Chine.

Rachat de C2M. EET France a finalisé le 1er juin le rachat de C2M/Intelware au groupe Videlio. L'activité du grossiste danois EET Europarts dans la distribution de produits audio et vidéo prend ainsi une nouvelle envergure en France. Après le rachat d'A2L (6 M€ de CA), en septembre 2017, l'acquisition de C2M devrait permettre à la filiale du groupe danois de dégager entre 75 et 85 M€ de chiffre d'affaires en 2018, contre une quarantaine de millions d'euros en 2017.

Finlande

Conjoncture. Selon Statistics Finland, la croissance du PIB au premier trimestre 2018 s'est établie à +1,2%, supérieure à celle du T4 de 2017 (révisée à +0,9% contre l'estimation précédente de +0,7%). Cette accélération s'explique par la progression soutenue des investissements privés (+4,2%), notamment tirés par les dépenses d'équipement des entreprises (+5,5 % contre +3,1% au T4 2017). Les investissements publics augmentent aussi, en hausse de +1,4% après 5 trimestres consécutifs de contraction. Les dépenses de consommation des ménages ralentissent légèrement



(+0,3% contre +0,7% au T4 2017). Le volume des exportations diminue (-1,1% contre +2,3% au T4 2017) tout comme celui des importations (-0,5% contre +1,4% au T4 2017).

Baltic Connector. Les travaux de construction du gazoduc « Baltic Connector » entre la Finlande et l'Estonie ont débuté récemment. La partie sous-marine de ce gazoduc reliera sur 77 km les villes côtières d'Inkoo dans le sud de la Finlande et de Paldiski en Estonie. D'une longueur totale de 153 km, le Baltic Connector devrait avoir une capacité de transport de gaz de 7,2 M de m³ par jour. Le coût de ce projet, dont la date de livraison est prévue pour la fin 2019, est de 250 M €, dont 75% des fonds ont été apportés par la Commission européenne dans le cadre du Plan européen d'interconnexion du marché énergétique de la Baltique (Baltic Energy Market Interconnection Plan – BEMIP).

IDE sortants. Selon Statistics Finland, les entreprises finlandaises détenaient 5 400 filiales à l'étranger en 2016, réparties dans 144 pays. Le chiffre d'affaires total de ces filiales est estimé à 156,6 Mds€, dont 50% est réalisé au sein de l'Union européenne et 63% dans le secteur manufacturier. La Suède est le pays accueillant le plus de filiales finlandaises, au nombre de 668 en 2016, pour 62 612 employés.

Neste. L'Etat finlandais a annoncé la cession de 12,8 millions de parts qu'elle détenait dans l'entreprise pétrolière Neste, pour un montant total de 861 M€ (soit 67,27 € par action). La part du capital de cette entreprise finlandaise détenue par l'Etat passe ainsi de 49,7% à 44,7%.

Norvège

Taxes sur l'acier et l'aluminium. Le gouvernement norvégien s'est montré préoccupé par les potentielles répercussions des mesures américaines sur son économie, et par les réactions potentielles de l'Union Européenne à ces mesures. La Première ministre, Erna Solberg, après de nombreuses discussions avec l'UE, a finalement obtenu de Bruxelles le 5 Juin, l'assurance que les mesures de sauvegarde européennes seraient sans impact sur l'économie norvégienne. Le gouvernement a également annoncé avoir saisi l'OMC sur les mesures américaines à travers une procédure de règlement des différends.

Accords commerciaux. Parallèlement aux accords commerciaux dans le cadre de l'AELE, la Norvège a signé des accords de libre-échange avec 36 pays, le dernier en date étant les Philippines, entré en vigueur le 1er juin. De plus, la Norvège applique des « déclarations de coopération » avec six pays, et mène des négociations avec 15 pays, incluant la Chine, la Russie, l'Inde et le Vietnam. Les marchés asiatiques sont de plus en plus demandeurs de produits de la mer norvégiens. Les marchés les plus importants pour la pêche norvégienne sont le Japon, la Chine et la Corée du Sud, qui représentent 9,7 Mds NOK (environ 1 Md€) d'exportations. Les exportations vers le Vietnam ont enregistré la plus forte croissance, soit un montant de 2,3 Mds NOK (244 M€) en 2017. L'accord de libre-échange avec Pékin est vu comme prioritaire par le gouvernement et devrait donner lieu à de nouvelles négociations cet été.

Alstom. Le constructeur ferroviaire Alstom a décroché un contrat d'équipement avec système de contrôle embarqué concernant l'ensemble des trains norvégiens. Le montant du contrat s'élève à plus de 150 M€. Il comprend l'installation et l'entretien d'un système aux standards européens ERTMS (European Rail Traffic Management System). Alstom n'a cependant pas été retenu pour l'appel d'offres concernant l'achat de 87 nouveaux tramways par la Commune d'Oslo, le choix de cette dernière s'étant porté sur l'espagnol CAF.

Inflation. L'inflation en Norvège a légèrement ralenti en mai, à 2,3% sur un an contre 2,4% en avril. Ce ralentissement est essentiellement dû à une moindre hausse des prix de l'alimentaire et des boissons non-alcoolisées ainsi qu'à une baisse des prix de l'électricité plus prononcée qu'il y a un an. L'inflation sous-jacente, hors énergie et impôts, s'est élevée à 1,2%, contre 1,3% en avril.

Projet pilote CCS. Dans le projet de budget révisé présenté en mai par le gouvernement, seul un des trois sites d'émissions évalués pour le projet pilote CCS a obtenu une enveloppe budgétaire : 80 MNOK (8,5 M€) seront alloués à l'usine de ciment de Norcem à Brevik. L'incinérateur de Klemetsrud est mentionné, mais le début du projet est repoussé. Le troisième site envisagé, l'usine d'ammoniaque de Yara, n'est pas pris en compte pour l'instant. Le budget révisé est actuellement examiné par le Parlement, le vote devant se tenir avant la fin du mois de juin.

Antalis. Le groupe Antalis, filiale cotée du groupe papetier Sequana et premier groupe en Europe de distribution de papiers, de solutions d'emballage et de communication visuelle, a annoncé le 30 mai l'acquisition de l'activité de distribution de papiers d'IGEPA en Suède et en Norvège. Cette décision permet de consolider la position d'Antalis dans les pays nordiques et fait suite à l'acquisition d'une activité de distribution de produits d'emballage en Suède, auprès de la société Alos. Ces deux activités représentent respectivement des chiffres d'affaires annuels d'environ 10 M€ et 6 M€.

Islande

Conjoncture. Selon les chiffres de l'Institut national des statistiques islandais Hagstofa, la croissance du PIB s'élève à 6,6% au premier trimestre 2018 (données non corrigées des variations saisonnières), portée par la consommation privée (+5,9%) et les investissements (+11,6%). Les exportations de biens et services ont augmenté de 10,2%, la croissance des exportations de biens (+17,5%) étant pour la première fois depuis plusieurs années plus importante



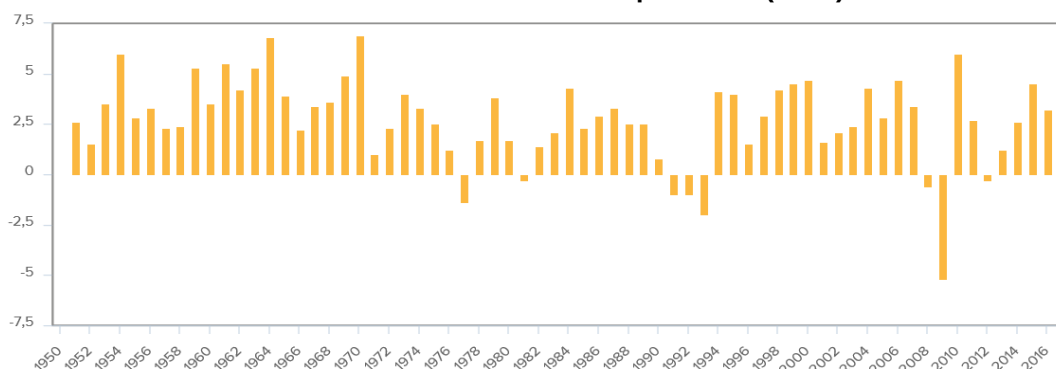
que celle des exportations de services (+5,3%). Corrigée des variations saisonnières, la croissance a atteint 1,4% au T1 2018 en glissement annuel et 1,1% en variation trimestrielle.

Icelandair. Le groupe Icelandair renonce à la gestion de ses activités hôtelières. Il possède actuellement 23 hôtels dont dix hôtels saisonniers de la marque Edda et est à la recherche de potentiels acheteurs pour l'ensemble de ces établissements. Le PDG du groupe, Björgólfur Jóhannsson, a annoncé que cette vente faisait suite à la décision du Conseil d'Administration de se concentrer sur l'activité primaire de la compagnie, à savoir l'aviation civile. En l'espace de cinq ans, la valeur du groupe a chuté de près de 60%, passant de 180 Mds ISK (1,4 Md EUR) en 2013 à 65 Mds (518M EUR) en 2018.

Suède

Conjoncture. La croissance économique suédoise est l'une des plus dynamiques de l'UE sur longue période (+2,7% de croissance annuelle moyenne depuis 1950 et +2,8% en moyenne depuis 2010) et le pays n'a connu que quelques rares récessions en 70 ans suivies de reprises conjoncturelles assez rapides : lors de la crise pétrolière des années 70 (-1,4% en 1977), de la crise immobilière et financière au début des années 90 (-1% en 1991 comme en 1992 puis -2% en 1993) puis enfin de la crise internationale en 2008 (-0,6%) et 2009 (-5,2%).

Croissance annuelle du PIB depuis 1950 (en %)



Stabilité financière. Le Conseil de Stabilité financière (ministère des Finances, superviseur, Agence de la dette et banque centrale) s'est réuni le 12 juin dernier. Lors de la rencontre, ont été évoqués l'effet des mesures additionnelles d'amortissement en vigueur depuis mars dernier dans un contexte de stabilisation des prix immobiliers (après une baisse de 10% entre août et décembre 2017), les risques engendrés par l'émergence de nouveaux acteurs (crédit consommation notamment) sur le marché du crédit, non soumis aux mêmes obligations prudentielles que les banques, ou encore les risques liés à la relocalisation de Nordea en Finlande.

Bourse. La part de la capitalisation de la Bourse de Stockholm détenue par des actionnaires étrangers a atteint 27,9% à la fin du 1^{er} trimestre 2018, dont 37,8% pour les principales capitalisation (*large cap*), 26,3% pour les *mid cap* et 20,8% pour les *small cap*.

Patronat. Le directoire de l'équivalent suédois du MEDEF (Svenskt Näringsliv, SN) vient de nommer Jan-Olof Jacke, ancien CEO d'AstraZeneca Suède, en tant que directeur général et Fredrik Persson, ancien CEO du groupe Axel Johnson (grande distribution), en tant que Président du conseil d'administration.

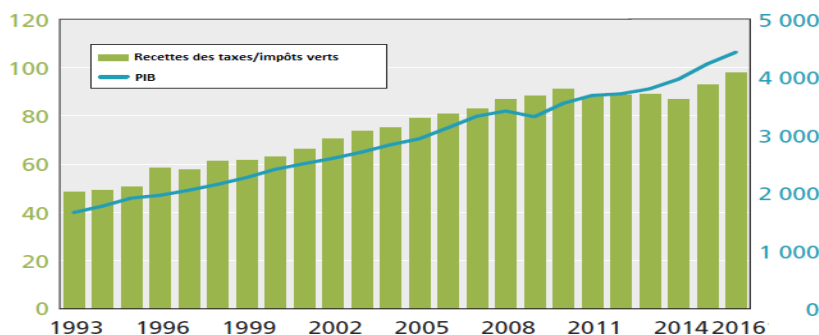
Délais de paiement. Les délais de paiement entre professionnels vont faire l'objet d'un code de conduite spécifique visant à faire respecter une période maximale de 30 jours, élément central surtout pour les TPE et PME. Le gouvernement compte présenter un projet de loi dont l'objectif principal sera de promouvoir plus de transparence dans ce domaine en exigeant notamment que les grandes entreprises publient leurs délais moyens de paiement. Selon un sondage national, 40% des PME suédoises considèrent que les retards de paiement freinent leurs croissances et 20% estiment qu'elles pourraient embaucher plus de salariés si ces règles étaient bien respectées. Le leader européen du recouvrement de créances Intrum, estime que des paiements plus rapides pourraient créer jusqu'à 120 000 nouveaux emplois en Suède.

Participations de l'Etat. Selon le ministère suédois de l'Economie, la valorisation globale des entreprises du portefeuille de l'Etat serait de l'ordre de 510 Mds SEK environ (50 Mds€). Ces groupes qui emploient au total 137 000 personnes ont permis à l'Etat de bénéficier d'un dividende de 2 Mds€ en 2017 (1,3 Md€ en 2016), dont une majorité provient de 5 groupes : Svenska Spel (la Suédoise des jeux) avec 4,7 Mds SEK (470 M€), l'opérateur de télécom Telia (37M€), le groupe minier LKAB (290 M€), le producteur/distributeur d'électricité Vattenfall (200 M€) puis la société immobilière Akademiska hus (163 M€). La principale capitalisation reste Telia dont l'Etat contrôle toujours 37% du capital (7 Mds€ de capitalisation). France Telecom avait lancé une OPA sur ce groupe en 2008 qui n'avait pas été

retenue par les actionnaires suédois, dont l'Etat. Le gouvernement suédois devrait privilégier une solution nordique lorsqu'il sortira du capital, en cherchant à maintenir le siège social en Suède.

Impôts/taxes vertes. Les recettes de la fiscalité verte (98 Mds SEK en 2016, soit environ 10 Mds€) n'augmentent pas aussi vite que la croissance du PIB suédois en raison du rythme rapide de la transition énergétique suédoise (54% de part d'EnR dans la consommation finale en 2016, un record dans l'UE). En conséquence, les impôts et taxes environnementales ne représentent plus que 2,2% du PIB en 2016 contre 3% en 1993 (cf graphique ci-dessous). Cette proportion est proche de la France, elle est inférieure à la moyenne de l'UE (de l'ordre de 2,5%) et même beaucoup plus faible, par exemple, qu'au Danemark (4%) ou en Finlande (plus de 3%).

Recettes fiscales sur l'environnement par rapport au PIB (en Mds SEK, prix courants)



Source : SCB

Agriculture. La Suède fait partie des rares pays de l'OCDE à avoir réussi à réduire l'impact environnemental et climatique du secteur agricole, sans diminuer pour autant sa production, selon le nouveau rapport « Innovation, Productivité agricole et durabilité en Suède » publié par l'OCDE, le 8 juin. La production végétale a notamment augmenté au cours des 25 dernières années, alors que l'utilisation de produits azotés et phosphorés a diminué. Les consommations d'eau, d'engrais et d'énergie ont été plus efficaces. La hausse de la productivité agricole suédoise au cours des 25 dernières années a été plus forte que la moyenne des pays membres de l'OCDE. Elle reste, toutefois, inférieure à celle des 13 nouveaux entrants, dont la Pologne et les États Baltes, qui ont bénéficié de changements structurels de leur agriculture suite à l'entrée dans l'UE.

Tourisme. Le nombre de nuitées occupées par des étrangers en Suède a atteint 16,2 millions en 2017 contre 15,6 en 2016, soit une progression de 4%. Les Nordiques (sans les Suédois) représentent 5,1 millions de nuitées enregistrées et le reste de l'Europe 7,2. Les touristes norvégiens (3,3 millions de nuitées) et allemands (3,1) dominent largement le classement, devant les Danois qui ferment le podium avec 1,1 million de nuitées. On compte 314 000 nuitées d'origine française cette année, ce qui constitue une progression de plus de 5% par rapport à 2016. Hors UE, les États-Unis se classent au 5^{ème} rang (790 000 nuitées) et la Chine au 9^{ème} rang (367 000 nuitées), juste devant la France. A noter enfin que plus de 5 millions des nuitées étrangères concernent Stockholm, et 3 millions la région de Göteborg.

Banque. La digitalisation dans le secteur bancaire fait chuter le nombre d'agences dans ce pays pour tous les grands acteurs sauf pour Handelsbanken dont le réseau se contracte lui aussi mais à un rythme moins soutenu. En trois ans, les quatre grandes banques « suédoises » (Nordea, SEB, Swedbank et Handelsbanken) ont fermé environ 1/4 des agences (près de 40% depuis 2007). Handelsbanken dispose d'un réseau presque aussi important que ses 3 concurrentes à elle seule avec 415 agences dans le pays

Evolution du nombre d'agences des quatre grandes banques locales

	2007	2012	2015	T1 2018
Handelsbanken	461	461	463	415
Swedbank	451	310	275	205
Nordea	282	308	203	126
SEB	190	169	168	116
Total	1 384	1 248	1 109	862


1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques

Croissance 2018	Islande	Norvège	Danemark	Suède	Finlande
> à 2%					
de 1% à 2%					
de 0% à 1%					
< ou égal à 0%					

Croissance 2019	Islande	Norvège	Danemark	Suède	Finlande
> à 2%					
de 1% à 2%					
de 0% à 1%					
< ou égal à 0%					

Source : Commission Européenne, prévisions de printemps (mai 2018)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
PIB	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Gouvernement	1,9	1,7	2,6	2,2	1,9	1,9	2,6	2,1	-	-
Banque centrale	1,9	1,8	2,5	1,5	1,9	1,4	2,6	2,0	3,3	3,0
Institut stat./conj****	2,3	2,0	2,8	2,4	1,6	2,2	2,4	1,9	2,9	2,7
Commission*	1,8	1,9	2,5	2,3	1,7	2,0	2,6	2,0	3,1	2,9
FMI**	2,0	1,9	2,6	2,0	2,1	2,1	2,6	2,2	3,0	2,8
OCDE***	1,7	1,9	2,9	2,5	2,5	2,1	2,8	2,2	2,8	2,6
SEB	2,2	2,3	2,5	2,4	2,0	2,3	2,6	2,2	-	-
Nordea	1,8	1,7	3,0	2,5	2,4	2,4	2,5	1,9	-	-
Danske Bank	1,8	1,9	2,4	2,0	2,5	2,3	1,7	2,0	-	-

Source :

* Prévisions de printemps (mai 2018)

** World Economic Outlook (avril 2018)

*** Perspectives économiques (mai 2018)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statice

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration

2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Déficit public	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Gouvernement	-0,3	0,2	-0,6	-0,2	3,9	-	1,1	1,0	-	-
Commission*	-0,1	0,0	-0,7	-0,2	4,9	4,9	0,8	0,9	0,4	0,6
FMI**	-0,8	-0,5	-1,4	-0,9	3,7	3,8	1,1	0,7	1,2	1,1
OCDE***	-0,5	-0,4	-0,8	-0,5	4,9	5,1	1,0	0,9	1,4	1,3

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Dette publique	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Gouvernement	35,4	34,6	60,4	58,9	-	-	37,9	34,3	-	-
Commission*	33,6	32,3	60,4	59,6	33,3	32,0	38,0	35,5	41,2	38,4
FMI**	35,9	35,1	60,5	59,6	36,7	36,7	38,0	34,4	38,4	34,9

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Autres	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
inflation (IPCH)*	0,8	1,4	1,4	1,7	2,2	2,3	1,9	1,7	2,3	2,9
cons. privée*	2,0	2,2	1,8	1,8	2,1	1,8	2,3	2,2	5,3	4,0
chômage (BIT)*	5,5	5,2	8,4	8,3	3,4	3,2	6,3	6,3	4,3	4,2

Source :

* *Prévisions de printemps (mai 2018)*

** *World Economic Outlook (avril 2018)*

*** *Perspectives économiques (mai 2018)*

**** *Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA , Islande : Statis*

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

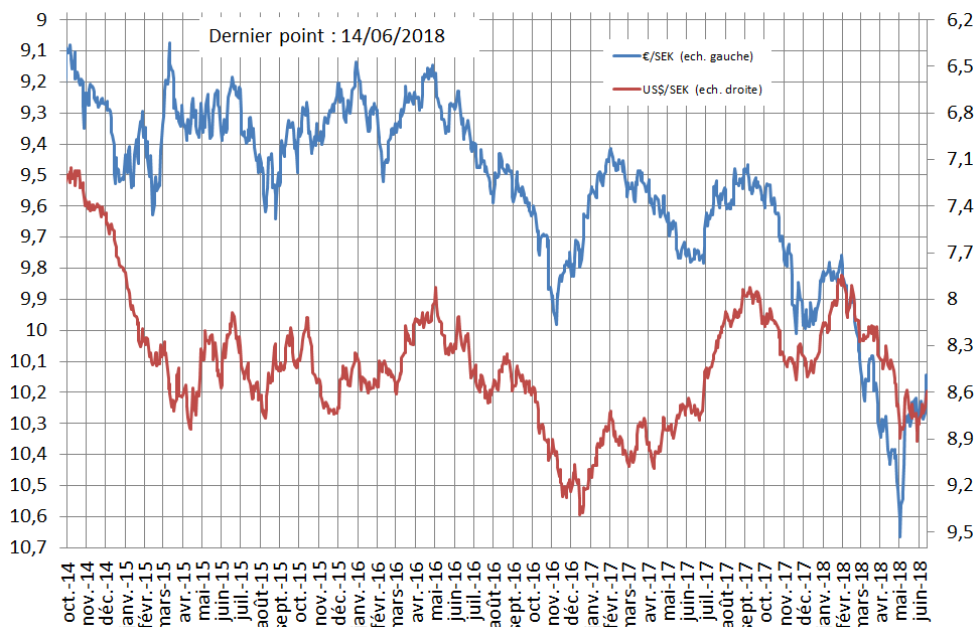
En rouge : dégradation

En vert : amélioration

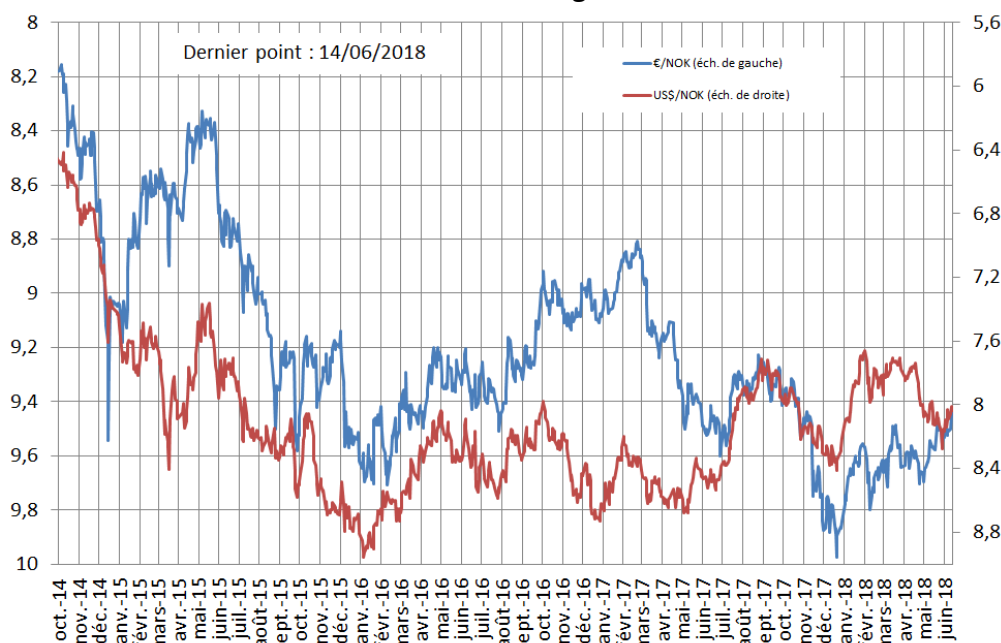


3. Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à pierre-alexandre.miquel@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Pierre-Alexandre Miquel (Chef du SER)

Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)

Service Économique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, J.-T. Pénet, L. Miraux), Helsinki (P. Pouliquen, T. Cardiel, H. Salomon), Oslo (E. Gabla, S. Morvan), de l'ambassade de France en Islande (R. Girard) et du Service Économique Régional de Stockholm (F. Lemaitre, J. Grosjean, R. Saudrais, L. André).